COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 02 au 08 Juin 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Coopération 3
- [VIDÉO] Madagascar - crise politique : la COI souhaite plus d'engagement de l'Union européenne aux pays de l'océan indien
- L'UE et Maurice se penchent sur de nouvelles voies de coopération
- IOC-EU Political Dialogue examines peace, security and climate change
- Situation politique aux Comores : La Coi prête à apporter «son concours» à l'organisation panafricaine

1.2 Énergie Renouvelable 9
- Véronique Espitalier-Noël: inscrire dans le concret la coopération entre les cinq îles
- Forum régional des énergies durables : La première édition a baissé le rideau à Maurice
- Forum des énergies durables / Renforcer l'aspect partenarial pour le développement des énergies durables
- Forum régional des énergies durables
- Energie dans les pays de la COI : L'association des régulateurs pour une pratique « régulatoire » harmonisée
- Forum régional des énergies durables/Création de l'Association des régulateurs des États membres de la COI
- Trouver des solutions énergétiques pour la région océan indien

1.3 Environnement 23
- «Il suffit d'une seule marée noire pour mettre le pays à genoux»
- Nouveau créneau: les déchets, source potentielle de revenu

1.4 Gestion des Zones Côtières 26
- GZDCOI: Des résultats concrets, visibles et porteurs

II. Centres d'intérêts

1.1 Coopération 28
- Inteégration régionale- Marjaana Sall (UE) : « Les blocs régionaux ont un rôle crucial à jouer »

1.2 Économie océanique 30
- L'économie océanique mauricienne: un état des lieux

1.3 Environnement 32
- [Vidéo] Réduire sa consommation de plastique : Une expo dédiée

[VIDÉO] Madagascar - crise politique : la COI souhaite plus d'engagement de l'Union européenne aux pays de l'océan indien

La COI souhaite un niveau d'engagement plus élevé de la part de l'Union européenne aux pays membre de l'océan indien. Cela par rapport aux problématiques liées à la stabilité politique, économique et sociales. Une possibilité évoquée lors de la réunion informelle entre la délégation de l'Union européenne et la COI. Le président de la Commission de l'Océan Indien, le chef de la diplomatie mauricienne, Vishnu Luchmeenaraidoo a lui plaidé pour une volonté de trouver des solutions communes.



Le récit Ousha Mossae
Posted by Dasa Appalasawmy

COI et ses Projets

Coopération

06 Juin 2018

https://www.lemauricien.com/

le mauricien

DIALOGUE POLITIQUE

L'UE et Maurice se penchent sur de nouvelles voies de coopération

Pour la sixième année consécutive, l'Union européenne et Maurice s'engageront dans un exercice de dialogue politique. La délégation européenne qui sera dirigée par l'ambassadrice de l'Union européenne, Marjaana Sall, sera composée de l'ambassadeur des Pays-Bas auprès de Maurice, d'un diplomate espagnol, de l'ambassadeur de France et du haut-commissaire britannique alors que la délégation mauricienne sera dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo.

Ce matin, la délégation européenne a eu une séance de travail avec les membres de la Commission de l'océan Indien (COI). Le président du conseil de la COI, Vishnu Lutchmeenaraidoo, l'ambassadrice de l'Union européenne, Marjaana Sall et le secrétaire de la COI, Hamada Madi Boléro, ont fait le point sur le partenariat entre l'Union européenne et l'organisation régionale.

Le dialogue politique Maurice-UE permet de passer en revue la coopération entre les deux partenaires et les projets bénéficiant de l'aide européenne qui sont en cours d'exécution. Comme devait l'expliquer l'ambassadrice Marjaana Sall dans un récent entretien au *Mauricien*, l'exercice de dialogue politique de cette année sera l'occasion « *de voir comment renforcer le partenariat dans les domaines prioritaires, tels le développement durable, l'égalité des genres, la paix et la sécurité maritime au niveau régional, la lutte contre le changement climatique et la transition écologique, l'économie bleue, le commerce et les investissements* ».

« *Notre programme bilatéral jusqu'en 2020 met l'accent sur l'enseignement supérieur ainsi que la recherche et l'innovation, qui représentent des facteurs essentiels pour stimuler le capital humain dans le pays et ainsi générer une croissance future. Nous continuons à promouvoir une plus grande participation des femmes dans la sphère économique car nous pensons qu'elles représentent un potentiel non négligeable qui n'est pas totalement exploité. Nous nous sommes engagés à apporter notre soutien à nos pays partenaires pour la mise en œuvre de l'accord de Paris et avons lancé un nouveau projet pour promouvoir la "Climate Smart Agriculture" auprès des petits agriculteurs à Maurice et à Rodrigues. Cela leur permettra d'adopter de nouvelles techniques mieux adaptées aux effets du changement climatique. Nous soutenons la transition écologique des entreprises, plus particulièrement les petites et moyennes entreprises, ainsi que le tourisme durable* », a affirmé Marjaana Sall.

Au chapitre de l'Égalité des genres, Maurice et l'Union européenne ont mis en place un "joint monitoring framework" pour la mise en œuvre d'un plan d'action conjoint des genres à Maurice. « *À travers ce "Joint Monitoring Framework", nous voulons assurer que les filles et les femmes atteignent l'égalité dans tous les aspects de la vie : accès à l'éducation, salaire égal pour un travail égal, accès aux postes les plus élevés dans les entreprises et la politique et protection contre la violence. Ce cadre sera un outil essentiel pour mieux intégrer le genre dans toutes nos actions futures avec le gouvernement* », a soutenu l'ambassadrice européenne.

Le Plan d'action conjoint tient compte de la lutte contre toute forme de violence à l'égard des femmes et des jeunes filles, l'émancipation économique et sociale, le renforcement de leur voix et de leur participation à l'élaboration des politiques et à la prise de décision à tous les niveaux, le renforcement de leur rôle en tant que militantes pour la paix et le changement des normes sociales et culturelles avec le soutien d'organisations locales ou des médias.

IOC-EU Political Dialogue examines peace, security and climate change



Peace, security, regional stability, climate change and management of natural resources were at the fore of discussions yesterday during a political dialogue between the delegations of the Indian Ocean Commission (IOC) and the European Union (EU) at Blue Tower, in Ebène. The aim was to exchange views on various challenges which the Indian Ocean region and Small Island Development States are facing and find solutions.

The Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, and Chairperson of the IOC, Mr Seetanah Lutchmeenaraidoo; the Head of the EU Delegation to Mauritius, Ambassador Mrs Marjaana Sall; the Secretary General of the IOC, Mr Hamadi Madi Boléro; and representatives of IOC and the EU Delegation to Mauritius were present. The IOC's Ministerial Conference on Maritime Security in the Western Indian Ocean held recently in Mauritius and the way forward and the Post-Cotonou process and the contribution of the IOC therein were also on the agenda.

In his statement Minister Lutchmeenaraidoo underscored the need for all partners to address all arising and pressing issues, work collaboratively and find consensus as the two groups which share a common destiny face an exceptional situation. The coming years will be relatively volatile and will become overwhelming if great nations do not find solutions as we have no options, he cautioned.

The Minister termed as regional and international volatility the present environment in which countries are evolving. Therefore, it is necessary to have the capacity to be calm and serene and find some common ground, he pointed out.

As regards the challenges the Minister said that the IOC has the same challenges as the EU. In addition to commending the role of the EU on the international level as a key development partner, Mr Lutchmeenaraidoo called on all island nations to come together and make their voices heard.

For her part Ambassador Sall the dialogue represents a good opportunity to exchange ideas on important issues for both the EU and its Member States as well as for the IOC and its Member States and to hold strategic discussions on the challenges in the region and find solutions. The EU is the main financial partner of the IOC and we will continue to work with the Commission on various cooperation related projects with regard to maritime security, sustainable management of oceans, illegal fishing and climate change, she recalled.

The Ambassador also expressed the wish that all the issues being examined during the present dialogue be included in the new development strategic plan of the IOC which will be finalised soon. She pointed out that the political dialogue is linked to the historic partnership between both institutions and the collaboration spans more than 30 years on different thematic such as sustainable development, maritime security and defending SIDS.

Al-watwan
Le premier journal des Comores

07 Juin 2018

https://alwatwan.net/politique/situation-politique-aux-comores-la-coi-prête-à-apporter-«son-concours»-à-l'organisation-panafricaine.html

Situation politique aux Comores : La Coi prête à apporter «son concours» à l'organisation panafricaine



Au cours d'une réunion sur le dialogue politique Coi-Union européenne au siège de la Commission, à l'Ile Maurice, Hamada Madi Boléro a exprimé la volonté de l'organisation régionale à appuyer les initiatives de consolidation de la paix et de la stabilité aux Comores.

Le Secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi), Hamada Madi Boléro, a fait part, hier, de la disponibilité de l'organisation régionale à soutenir les efforts de l'Union africaine (Ua) visant à consolider «les acquis démocratiques» et la stabilité dans l'archipel des Comores.

M. Boléro s'exprimait mercredi à Ebène (Ile Maurice) au cours d'une réunion regroupant des hauts responsables de la Coi et de l'Union européenne (Ue) sur le dialogue politique des deux organisations et les défis communs à faire face pour concrétiser les grands projets de coopération dans la zone Océan indien. Mais, dira-t-il, les Comores, en dehors de tout, constituent pour la Coi «une autre source d'intérêt».

Le patron de la Coi est ainsi revenu, dans son discours d'ouverture, sur les récents développements de la situation politico-institutionnelle aux Comores héritée des Assises nationales de février 2018 et de l'annonce officielle d'un référendum constitutionnel, prévu au mois de juillet prochain.

«Le président de la Commission de l'Union africaine a encouragé la recherche du consensus le plus large qui soit», a indiqué M. Boléro, citant mot à mot une bonne partie du communiqué de l'Ua, sans faire de commentaires. L'organisation panafricaine, dans son communiqué, se montrerait sensible et prône le consensus aux Comores «de manière que

toute évolution institutionnelle conforte la stabilité des Comores et consolide les avancées enregistrées ces dernières années».

Réagissant sur la situation à Madagascar, le Secrétaire général de la Coi a salué, toujours dans son discours, les efforts entrepris pour mettre un terme à la crise politique dans la Grande île, précisant que «la nomination récente d'un nouveau Premier ministre sans passé politique et proche de la communauté internationale constitue un signal positif». Pour ce qui est du cas des Comores, la Commission de l'Océan indien souhaite bien jouer un rôle et apporter sa contribution en cas de nécessité.

«La Coi est naturellement prête à apporter, si besoin est, son concours à l'Union africaine dans cette mission de contact qui concernera au premier chef les institutions comoriennes», a ainsi souligné Hamada Madi Boléro, sans donner de détails sur la nature et la forme de ce concours. Un émissaire du Conseil de paix et de sécurité (Cps) de l'Ua est attendu dans les prochains jours à Moroni et devrait rencontrer, selon de sources concordantes, les acteurs politiques du pouvoir et de l'opposition, ainsi que la société civile comorienne.

A.S.Kemba

Véronique Espitalier-Noël: inscrire dans le concret la coopération entre les cinq îles



Véronique Espitalier-Noël, chargée de mission à la COI.

Le Forum régional des énergies renouvelables, organisé au cours de la semaine écoulée par la Commission de l'océan Indien, a débouché sur la constitution d'une association de régulateurs. Un acte concret réussi pour Véronique Espitalier-Noël, la chargée de mission, qui, de par sa double origine, veut éveiller la conscience indiaocéanique.

Une femme discrète mais non moins active et efficace. C'est tout Véronique Espitalier- Noël, chargée de mission du domaine d'intervention no5 à la Commission de l'océan Indien (COI), soit de l'identité indiaocéanique, de la valorisation des ressources humaines et naturelles, pôle sous lequel tombe entre autres celui des Énergies. Cela fait cinq ans qu'elle occupe ce poste et y a organisé maintes activités, dont culturelles avec le lancement d'un hymne indiaocéanique, ou encore la parution de livres sur les 1 000 visages de l'Indiaocéanie et sur les Patrimoines partagés.

La semaine dernière, elle a piloté l'organisation du Forum des énergies renouvelables qui a attiré plus de 250 professionnels du secteur et des bailleurs de fonds, une soixantaine d'intervenants et une centaine d'exposants. Un événement qui a été un succès car il a débouché sur la constitution d'une association de régulateurs des États membres de la COI. Or, à part deux ou trois allocutions à ces occasions, Véronique Espitalier-Noël a toujours fait profil bas. «*Je n'aime pas me mettre en avant*», confie-t-elle. Elle s'est laissé convaincre de parler d'elle par des proches qui ont estimé que le public avait le droit de mettre un visage sur son nom.

Si la coopération régionale est si importante pour elle, c'est parce qu'elle a une double origine, soit réunionnaise par sa mère et mauricienne par son père. Ses parents se sont rencontrés à Londres à la fin des années 50, alors que sa mère étudiait le droit à Paris et son père l'expertise comptable à Londres. De ce coup de foudre a résulté un mariage suivi d'une installation à La Réunion et la mise au monde de trois enfants, dont Véronique

Espitalier-Noël, la cadette. Scolarisée à La Réunion, elle obtient son baccalauréat à 16 ans. Elle aime les chiffres comme son père mais est aussi avide de tout connaître sur le monde qui l'entoure. Si bien qu'elle fait des études de sciences économiques, avant de bifurquer vers le droit et les sciences politiques auprès de l'université de La Réunion et d'Aix-Marseille, puis vers les hautes études commerciales.

Avant d'avoir terminé les études, le travail vient à elle. Elle est recrutée par un bureau d'études économiques pour effectuer des analyses et par un bureau de recherches pour l'université d'Aix. Ce qui lui permet de se familiariser à l'économie de La Réunion, entre autres. Ses études complétées, elle passe le concours pour entrer au conseil général. Elle est recrutée et affectée au cabinet du président du conseil. Elle traite de nombreux dossiers, y compris d'habitat. *«Nous aidions beaucoup les familles qui avaient des problèmes de logement. Très souvent, les gens venaient nous voir pour nous demander conseil. Ce n'était pas nos attributions, mais on le faisait.»*

Au bout de cinq ans, Véronique Espitalier-Noël décide de se lancer dans un autre domaine, soit l'immobilier. Elle intègre une société et y agit en tant que directrice de production avant d'être nommée directrice générale. En sus de veiller au bon déroulement de l'administration de la société et d'introduire la certification ISO 9001, elle n'hésite pas à aller sur les chantiers pour *«les toucher du doigt»*, quitte à avoir *«un peu les pieds dans la boue. J'aime l'opérationnel».*

Cette femme svelte et sportive suit les projets immobiliers et apprécie le contact avec l'habitant. *«J'ai fait 100 000 choses dans cette société. Mais le plus gratifiant était de travailler dans un quartier avec les familles qui étaient souvent démunies et d'arriver à le transformer.»* Après deux décennies à vivre à cent à l'heure professionnellement et à élever simultanément trois enfants aujourd'hui adultes, elle s'accorde une pause d'un an. *«C'est la première fois que je prenais vraiment du temps pour moi (…) Et j'ai trouvé ça fantastique.»* C'est par hasard qu'elle tombe sur un appel à candidatures de la Région Réunion qui cherche un chargé de mission pour la COI pour le domaine d'intervention n°5. Et comme la coopération régionale l'a toujours intéressée, elle postule et est recrutée.

Hormis le fait d'être loin de ses enfants – ses deux filles vivent à Paris et son fils à La Réunion – elle est heureuse de vivre à Maurice qu'elle connaît fort bien car elle y venait annuellement en vacances. Et puis, ses attributions à la COI sont vastes et elle n'a pas le temps de s'ennuyer. Elles vont des énergies renouvelables à la culture, du tourisme à la recherche, la formation et l'éducation aux médias.

L'une des activités à laquelle Véronique Espitalier-Noël est la plus attachée est le résultat de l'appel à projets COI Énergies, financé par l'Union européenne. Cela a permis la mise en chantier de 16 projets de production

d'électricité à base d'énergies renouvelables, dont neuf sont à Madagascar. Parmi ces derniers, il y a le déplacement des femmes malgaches en Inde à des fins de formation pour qu'elles deviennent des techniciennes solaires. *«Ce faisant, nous sommes dans le concret et remplissons vraiment notre mission».*

Elle chapeaute également le programme régional d'efficacité énergétique pour emmener les entreprises des cinq îles à accélérer leurs démarches d'efficience énergétique. Un programme régional inspiré du programme national d'efficacité énergétique mauricien cogéré par Business Mauritius et le ministère mauricien de l'Énergie et des services publics. *«On l'a transformé en programme régional afin que toutes les îles aient une démarche commune d'efficacité énergétique.»*

Véronique Espitalier-Noël rêve d'une coopération régionale parfaite entre les cinq îles sous le pôle COI Énergies. Le Fonds européen de développement (FED) finance les projets des quatre îles, à l'exclusion de La Réunion qui, elle, travaille avec ses propres financements et le Fonds européen de développement régional (FEDER). *«Je travaille pour que La Réunion s'intègre dans les projets du FED, tout en ayant ses propres financements et notamment le FEDER. J'essaie de faire cette articulation FED-FEDER. Je plaide pour cela afin que le résultat soit plus englobant et que la coopération dans ce domaine soit complète.»*

Véronique Espitalier-Noël a beaucoup milité et continue à le faire afin que les îles consolident leurs cultures communes. D'ailleurs, elle lancera bientôt un appel à écritures pour un projet allant dans ce sens. *«Je veux concrètement participer au développement de nos îles et à la consolidation de notre conscience îlienne d'Indiaocéanie. Il faut qu'il y ait plus de solidarité entre nos cinq îles car nous ne sommes pas en concurrence mais complémentaires…»*

Par Marie-Annick Savripène

La Gazette des Comores

02 Juin 2018

http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/forum-des-%C3%A9nergies-durables-/-renforcer-l%E2%80%99aspect-partenarial-pour-le-d%C3%A9veloppement-des-%C3%A9nergies-durables-.html

Forum régional des énergies durables : La première édition a baissé le rideau à Maurice



«Ce secteur restera une priorité pour l'UE», a rassuré la cheffe de la coopération à la délégation de l'Union européenne (Ue), Carla Osorio, lors de la fermeture du premier forum régional sur les énergies renouvelables. Ce message évoque le soutien que manifeste l'Union européenne envers les pays de l'Océan indien, dans le cadre du développement des énergies renouvelables. Une enveloppe de 15 millions d'euros a été annoncée.

C'est entre solennité et satisfaction que s'est déroulée, le mercredi 30 mai à l'hôtel Ravenala Attitude, la fermeture du premier Forum régional des énergies durables de la Commission de l'Océan indien (Coi). Plus de soixante interventions et plus de cent exposés sur des thématiques différentes ont été enregistrés. Devant plus de 200 professionnels issus des différentes délégations des pays membres et des représentants de l'Union européenne, la chargée de mission de la Coi, Véronique Espitalier-Noel, a annoncé que la prochaine édition aura lieu à La Réunion, qui a été la seule candidate.

Une occasion pour le pays hôte de lancer cette mise en réseau des intelligences pour la lumière et pérenniser cette initiative.Véronique Espitalier-Noela a, à cet effet, souligné brièvement quelques traits saillants qui ont émergé lors des trois jours d'échanges et débats.

Un accès durable à une énergie durable

Il a été question du cadre institutionnel public. D'où, la création de l'association des régulateurs d'énergie de l'Océan indien. «La gouvernance a eu cette avancée concrète par la création de cette association des régulateurs de notre région», indique-t-elle. Selon elle, tous les Etats-membres ont pu intervenir en exposant leur propre progression en matière d'énergies renouvelables. Dans un premier temps, elle a noté, pour les Comores, les résultats des Assises nationales sur l'énergie tenues en 2017.

Pour Madagascar, il s'agit de l'évolution menée jusqu'à nos jours et qui a commencé par un monopole depuis 1999. Quant à La Réunion, elle a retenu son Ppe. Véronique Espitalier-Noel a parlé de la volonté Seychelloise d'intensifier la pénétration des énergies renouvelables dans son réseau. Au niveau de Maurice, elle a insisté sur son programme national de l'efficacité énergétique (Pnee) qui est une référence dans la région. «Nous voyons cette coopération régionale avec les bénéfices et les difficultés. Notre souhait est d'avoir un réseau électrique qui s'ouvre aux énergies renouvelables», a-t-elle déclaré.

Quant à Carla Osorio, la cheffe de la coopération à la délégation de l'Union européenne (Ue), elle a évoqué l'appui de son organisation dans le développement des énergies renouvelables, soit 15 millions d'euros. «Ce secteur restera une priorité pour l'Ue. Il faudrait un renforcement de l'approche partenariale pour atteindre les objectifs visés», a-t-elle souligné. A l'entendre, l'accès durable à une énergie durable ne dépend pas seulement de l'aide publique au développement.

«Les institutions financières, les bailleurs de fonds, les gouvernants et le secteur privé doivent travailler ensemble. C'est pourquoi il est aussi important pour nous d'accompagner le secteur privé dans ce chemin qui n'est pas facile. Nous soutenons le secteur privé car sans lui, ce n'est pas possible», reste-t-elle persuadée.

Nazir Nazi
depuis Maurice

Forum des énergies durables / Renforcer l'aspect partenarial pour le développement des énergies durables



Le forum régional des énergies s'est clôturé mercredi dernier à Maurice. A part la création de l'association des régulateurs des Etats membres de la région, le forum a mis en lumière les progressions dans les îles de l'indocéanie et de leurs innovations.

Le premier forum régional des énergies renouvelables a pris fin mercredi dernier. Plus de 200 professionnels oeuvrant dans le domaine y avaient pris part. Lors de la fermeture de ce grand rendez-vous régional, la chargée de mission de la COI a souligné l'obligation d'être innovant afin de progresser en matière de développement durable. Et cela a commencé par la création d'une association de régulateurs des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien.

« La gouvernance a eu une avancée concrète par la création de l'association des régulateurs des pays membres de l'Océan Indien. Une avancée concrète et c'est une association qui à mesure manquait jusqu'à maintenant », déclare Véronique Espitalier-Noel. Tout au long de ce forum, les pays de la région ont chacun exposé leur progression en matière d'énergie renouvelable.

Les Comores ont exposé les résultats des assises nationales sur l'énergie tenues en 2017. Madagascar a montré l'évolution qui a été mené jusqu'à maintenant, en monopole depuis 1999, La Réunion avec son PPE, les Seychelles avec sa volonté d'augmenter la pénétration des énergies renouvelables dans son réseau et Maurice avec son Programme Nationale de l'Efficacité Energétique (PNEE) devenu une référence dans la région.

« Nous avons eu la chance de voir tous les Etats membres intervenir et cela nous a permis d'avoir une idée de ce qui se fait dans ces pays, poursuit-elle.

Notre souhait est d'avoir un réseau électrique qui s'ouvre aux énergies renouvelables, aussi bien techniquement qu'économiquement ». Pour cette première édition, plus de 60 interventions avaient eu lieu et plus de 100 exposants sur des thématiques différents. Un deuxième forum est prévu l'année prochain et La Réunion s'est proposé candidat pour un seul objectif : lancer cette mise en réseau des intelligences pour la lumière et pérenniser cette initiative.

Pour sa part, Carla Osorio, chef de coopération à la délégation de l'Union européenne, a rappelé l'appui de l'Union européenne dans le développement des énergies renouvelables et que ce secteur restera une priorité pour l'UE. Elle appelle à un renforcement de l'approche partenariale pour atteindre les objectifs visés. « L'accès durable à un énergie durable n'est pas quelque chose qu'on peut régler seulement avec l'aide publique au développement.

Cet accès ne peut être obtenu que si les institutions financières, les bailleurs de fonds, les gouvernants et le secteur privé travaillent ensemble. C'est pourquoi il est aussi important pour nous, d'accompagner le secteur privé dans ce chemin qui n'est pas facile. Nous soutenons le secteur privé car sans eux, ce n'est pas possible », conclut-elle.

Mohamed Youssouf

La Gazette des Comores

02 Juin 2018

http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/forum-r%C3%A9gional-des-%C3%A9nergies-durables-.html

Forum régional des énergies durables

« Une réussite » selon les participants



Mickael Apaya, Représentant des entreprises à Maurice :
En tant que représentant des entreprises à Maurice, on est très satisfait de cette première édition. Ça permet d'avoir un réseau avec l'ensemble des acteurs publics et privés au niveau de la zone de l'Océan Indien. Cela devient aussi pour nous un moyen de pouvoir exposer le savoir-faire et l'expérience mauriciens. On a beaucoup parlé du programme national de l'efficacité énergétique à Maurice. On a partagé à notre tour l'expérience de nos économies d'énergies dans les entreprises mauriciennes. Notre première grande surprise est l'espace exposition qui répond au-delà de nos attentes. C'est un concept de création d'ambiance, d'atmosphère afin d'inciter les gens à discuter, se rencontrer et de travailler comme on l'a vu sur des matières de récupération. C'est une bonne chose et on doit féliciter tous les organisateurs. A part les opportunités et les partages, on a vu la création du club des régulateurs d'énergies, ce qui est une bonne annonce pour le forum. Le club des électriciens travaille pour faire qu'il y ait plus de voitures électriques dans nos îles. Pour nous, secteur privé, on a constaté que les solutions existent. Il reste à les mettre en œuvre et investir.

Mamy Razanajatovo, Point focal national des Seychelles :
J'ai été satisfait de tout ce qu'on a fait ici, plus particulièrement la participation massive des professionnels. Nous avons tous bien suivi les différentes présentations et le forum a été très encourageant, très utile et très informatif. Nous sommes fiers de ce forum. Au niveau des expositions, il s'agit d'une mention particulière. Nous aurions pu faire mieux. Toutefois, ce n'est pas grave parce que c'était la première fois. Après cette première expérience, la prochaine fois ça sera mieux organisée. Il y a eu deux grands thèmes : l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique. On pense à l'horizon 2030. Suite à ce forum, nous avons beaucoup d'informations qui vont nous être utiles. Nous avons pu découvrir comment se développe l'énergie renouvelable même si on n'est pas allé loin. Le développement

n’est pas le même au niveau des îles, chacune avance à son propre rythme. Mais, on voit l’aide de l’Union européenne.

Augustin Randrianarivony, Point focal national à Madagascar :
Le forum a été très intéressant et c’est très important pour nous étant donné que la nouvelle politique s’est surtout axée sur la promotion des énergies renouvelables. Tout ce qui se passait durant le forum nous intéressait, plus particulièrement la promotion du solaire. A Madagascar, nous mettons beaucoup plus l’accent sur l’hydraulique et le solaire, et un peu l’éolienne. Tout ce qui se passait à Maurice nous est important comme l’efficacité énergétique. Nous avons constaté que nous sommes très en retard par rapport à La Réunion et Maurice sur l’efficacité énergétique qui y est effective. Dans notre pays, nous avons introduit le solaire sur l’éclairage public. Pour les autres sous-secteurs, nous allons élaborer des plans d’actions et stratégies.

Gilbert Humblot, Patron de la société Netisse :
J’ai eu une très bonne impression. C’était pour moi un très beau forum dans le sens où il a permis de mettre en relation tous les acteurs de l’océan indien voire au-delà pour poser la problématique sur les énergies durables dans la région. Ces professionnels ont pu faire un état des lieux de l’existant tout en proposant des solutions vers le futur en fonction des spécificités de chaque pays membre de la Coi. Plusieurs thèmes ont été abordés durant ces trois jours. Différents opérateurs, fournisseurs d’énergies des îles et des grandes entreprises privées y ont pris part. Notre présence était bénéfique, mais aussi pour le pays. Nous avons pu voir l’évolution du secteur et les connaissances des vrais experts et hommes de terrain. Des gens que nous ne rencontrons pas tous les jours, c’était une occasion unique. Après les échanges, il est vrai que nous avons un peu de retard au niveau des énergies photovoltaïques solaires sur la partie "grande centrale" qu’on injecte sur le réseau. Par contre, sur la partie autoconsommation, c’est-à-dire les installations solaires individuelles avec stockage, Nous avons une grosse avance par rapport à d’autres pays de la région. C’est maintenant que le problème d’autoconsommation qui est en train d’être posée. Les pays, qui ne s'intéressaient pas à l’autoconsommation, souhaitent revenir là-dessus, parce que c’est un moyen facile pour eux d’intégrer les énergies durables.

Rassemblés par MY

Energie dans les pays de la COI : L'association des régulateurs pour une pratique « régulatoire » harmonisée



La transition énergétique nécessite une base légale et des réglementations claires.

Une association regroupant les régulateurs de l'énergie dans les pays membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) vient de voir le jour dans le cadre du premier Forum des énergies durables qui s'est tenu la semaine dernière à Maurice, complétant les autres réseaux déjà existants dans l'espace SADC et le COMESA.

L'idée émise lors du Forum des énergies durables a fini par se concrétiser par la création de l'Association des régulateurs de l'énergie des pays de l'Océan Indien. Une association, à laquelle adhère ainsi l'Office de Régulation de l'Electricité (ORE) de Madagascar, et appelée à se focaliser davantage sur les besoins et enjeux insulaires en matière de transition énergétique de ces pays. L'approche se traduit concrètement par le développement des énergies renouvelables, une démarche qui nécessite manifestement l'implication des opérateurs privés, si pendant longtemps et jusqu'à la période actuelle, ces pays sont dotés d'opérateurs électriques historiques qui dominent encore le marché de l'électricité.

Pratique « régulatoire ». Cette association est ainsi une structure d'échanges de bonnes pratiques entre les régulateurs issus de chacun des pays membres et permet d'apprendre des expériences des uns et des autres. Dans un second temps, la démarche peut aboutir à un modèle commun de régulation. *« Sur ce volet précis, il y aura probablement quelques points sur lesquels les pays membres devront s'accorder. Ces éléments permettront par la suite d'asseoir les bases de la pratique ' régulatoire' dans l'Océan Indien »,* explique Aimée Andrianasolo, président exécutif du conseil de l'électricité de l'Office de Régulation de l'électricité (ORE) à Madagascar. Et à elle d'ajouter que la démarche de mettre en place cette association des régulateurs est bénéfique pour Madagascar dans la

mesure où la Grande Ile se lance de manière plus poussée dans la voie de la transition énergétique. *« Après l'adoption en avril dernier de notre nouveau code de l'électricité* (ndlr, loi 2017-020 du 10 avril 2018)*, la mise en place, avec le ministère de tutelle, des notes d'application de cette loi est en cours. Celles-ci accordent aux régulateurs davantage de pouvoirs, impliquant aussi de nouvelles capacités »,* précise-t-elle.

Spécificité insulaire. Animés d'une volonté d'aller encore plus loin dans la voie de transition énergétique, en tenant compte de la spécificité insulaire de leurs territoires respectifs, les régulateurs de l'énergie des pays de la COI, à travers cette association nouvellement créée, continueront à assurer leurs missions premières, en prenant en considération l'impact de cette spécificité sur l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux électriques. *« La raison d'être d'un régulateur de l'énergie réside dans le fait que lors de la libéralisation du secteur de l'énergie, le régulateur va permettre une bonne intégration des nouveaux entrants sur le marché, en l'occurrence les opérateurs privés, vis-à-vis de l'opérateur historique – la société nationale d'électricité »,* a, pour sa part, déclaré Denis Levy, chef du programme COI-ENERGIES.

« Grid code ». La COI, à travers son programme ENERGIES, financé par l'Union européenne à hauteur de 15 millions d'euros, s'est engagée à soutenir les activités de cette association, dont l'établissement de « Grid code » (ensemble de consignes d'exploitation dans le domaine de l'électricité), le renforcement de capacités pour la définition d'indicateurs de performance ou pour la mise en œuvre du rôle de médiateur dévolu aux régulateurs.

Rappelons que les régulateurs de l'énergie des pays de l'Océan Indien sont membres de plusieurs autres réseaux régionaux, dont l'association régionale des régulateurs de l'énergie pour l'Afrique orientale et australe (AREFOA) du COMESA et l'Association régionale des régulateurs de l'électricité de la SADC (RERA).

Hanitra R.

La Gazette des Comores

05 Juin 2018

http://laqazettedescomores.com/economie/forum-r%C3%A9gional-des-%C3%A9nergies-durables-/-cr%C3%A9ation-de-l%E2%80%99association-des-r%C3%A9gulateurs-des-etats-membres-de-la-coi-.html

Forum régional des énergies durables/Création de l'Association des régulateurs des États membres de la COI



En marge du forum régional des énergies durables, les Etats membres de la Commission de l'Océan Indien ont convenu unanimement de créer l'Association des régulateurs de l'énergie. Cette association va faciliter l'entrée des nouveaux entrants dans le marché vis-à-vis la société nationale d'électricité.

L'association des régulateurs des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien est le premier résultat du premier Forum régional des énergies durables organisé par la Commission de l'Océan Indien (COI) à travers son programme ENERGIES à Maurice, et financé par l'Union Européenne. Les Etats membres de la COI éligibles au Fonds européen de développement ont convenu unanimement de créer cette association afin de faciliter l'intégration des nouveaux entrants sur le marché vis-à-vis des opérateurs historiques qui dominent encore le marché de l'électricité.

Le chef du programme COI ENERGIE reste convaincu que l'implication des opérateurs privés est primordiale. « Un enjeu essentiel de la transition énergétique des pays de l'Océan Indien est le développement des énergies renouvelables. Pour cela l'implication des opérateurs privés est primordiale. Or les pays membres de la COI sont dotés d'opérateurs électriques historiques qui dominent encore le marché de l'électricité. La raison d'être d'un régulateur de l'énergie réside dans le fait que lors de la libéralisation du secteur de l'énergie, le régulateur va permettre une bonne intégration des nouveaux entrants sur le marché, en l'occurrence les opérateurs privés, vis-à-vis de l'opérateur historique – la société nationale d'électricité », souligne Denis Levy.

Pour sa part, la COI, à travers son programme ENERGIES, s'est engagée à soutenir les activités de cette association comme l'établissement de « grid code » et le renforcement de capacité pour la définition d'indicateurs de performance ou pour la mise en œuvre du rôle de médiateur dévolu aux régulateurs. « La spécificité insulaire des Etats membres de la COI et son impact sur l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux électriques est une donnée primordiale dont les acteurs énergétiques doivent tenir compte dans la gestion de ces réseaux d'où la création de l'association des régulateurs de l'énergie des pays de l'océan indien », poursuit-il.

L'Association des régulateurs de l'énergie des pays de l'océan Indien, davantage focalisée sur les besoins et enjeux insulaires, complète utilement les réseaux régionaux existants dont sont membres les régulateurs de l'Indianocéanie à l'instar de l'Association régionale des régulateurs de l'énergie pour l'Afrique orientale et australe (AREFOA) du COMESA et de l'Association régionale des régulateurs de l'électricité de la SADC (RERA).

Mohamed Youssouf

COI et ses Projets

Energie Renouvelable

05 Juin 2018

https://www.lexpress.mu/

l'express

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Trouver des solutions énergétiques pour la région océan Indien

L'INITIATIVE Commission de l'océan Indien (COI) Énergies, une initiative financée par l'Union européenne (EU) à hauteur de 15 millions d'euros (environ Rs 604 millions), a réuni différents représentants de la région en matière d'énergie à Balaclava au début de la semaine dernière. La rencontre intitulée *Forum régional des énergies durables* a permis un échange d'idées et de techniques entre particuliers et compagnies sur l'Énergie durable dans la région de l'océan indien.

De plus, durant la conférence, échelonnée entre les 28 et 30 mai, les autorités régulatrices de l'énergie des États membres de la COI, aussi éligibles aux fonds européens pour le développement, sont tombées d'accord pour créer une Association des régulateurs de l'énergie. Cette association sera un complément aux réseaux internationaux pour la régulation d'énergie.

C'est par un communiqué au deuxième jour de la réunion que la création de ce régulateur a été annoncée. Il y est précisé que *«la COI, à travers son programme ÉNERGIES, s'est engagée à soutenir les activités de cette association comme l'établissement de* grid code *et le renforcement de capacités pour la définition d'indicateurs de performance ou pour la mise en œuvre du rôle de médiateur dévolu aux régulateurs».*





Le Forum régional des énergies durables s'est tenu du 28 au 30 mai, à Balaclava.

L'initiative COI Énergies a financé avec l'EU environ 4,2 millions d'euros dans 16 projets pour la production électrique à base d'énergie durable ou encore l'efficacité énergétique avec le Programme National d'Efficacité Énergétique (PNEE) mauricien et le futur Programme Régional d'Efficacité Énergétique (PREE).

«Nous avons réalisé ce forum car nous sommes à une époque charnière pour les membres de la COI. Les États membres importent beaucoup d'hydrocarbures pour les besoins énergétiques. Ce qui pèse dans la balance des paiements et qui est néfaste pour l'environnement», explique Véronique Espitalier-Noël, chargée de mission à la COI.

«Notre ambition c'est de renforcer la dynamique en faveur de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique et mettre à la même table tous les partenaires privés ou publics pour qu'ils puissent discuter.»

Pour les représentants de l'initiative de la COI, il faut mettre encore plus d'accent sur les énergies durables, qui sont à la portée des États membres de la COI. Si des projets sont déjà en cours dans le solaire ou encore dans l'éolien, une large partie de ce potentiel reste non exploitée. Il existe aussi d'autres formes d'énergies qui devront voir leur potentiel revu à la hausse comme la biomasse qui proviendrait de la bagasse à Maurice. Outre la production d'énergie, le forum visait aussi à offrir des ouvertures sur la gérance, la démocratisation et aussi le financement des projets et l'accès à l'énergie durable et à l'efficacité énergétique.

«Ce sont plusieurs milliards de personnes qui aujourd'hui, n'ont pas accès à l'énergie propre, durable, efficace et parfois même tout simplement de l'eau potable», explique Marc Buchmann de l'*European Commission's Directorate-General for International Cooperation and Development* (DG DEVCO) pour l'EU. *«On parle souvent de gros investissements. Il nous faut l'aide du secteur privé pour faire de la rentabilité. Les systèmes de financement ne peuvent pas rester sur des dons. Parce qu'avec les grants c'est une fois, on finance le projet puis souvent il tombe aux oubliettes.»*

Marc Buchmann, qui a été l'un des orateurs durant le forum, est aussi d'avis que si les instruments pour traiter les problèmes d'accès à l'énergie sont mis en place convenablement, même pour les pauvres avec une valeur de profit, vert et durable pour le secteur privé, alors une solution peut être trouvée.

«On ne peut pas laisser le développement entre les mains du gouvernement car les fonds publics sont très limités, le secteur privé lui peut se permettre certaines dépenses. Il y aura des impacts plus tangibles», ajoute-t-il.

La COI espère pourvoir organiser un deuxième forum en 2019, et que par la suite, les acteurs du secteur pérennisent l'événement pour que les idées continuent à être partagées afin de trouver des solutions au plus vite.

https://www.lexpress.mu/article/332750/il-suffit-dune-seule-maree-noire-pour-mettre-pays-genoux

«Il suffit d'une seule marée noire pour mettre le pays à genoux»



Jean José Bax, président du Kolektif Ekolozik Albion.

Le Kolektif Say No to Petroleum est récemment devenu une association enregistrée sous le nom de Kolektif Ekolozik Albion. Qu'est ce qui a motivé cette évolution ?

Nous avons avant tout souhaité changer de nom afin d'enlever l'idée que nous sommes des gens négatifs, qui disent simplement non au projet de port pétrolier à Albion. Le Kolektif Ekolozik Albion (KEA), qui est une association enregistrée, entend brasser plus large en proposant notamment des alternatives à ce projet qui pour nous, n'a aucun sens, ni sur le plan économique et encore moins sur le plan environnemental. De plus, l'objectif de KEA est d'aller au-delà du Petroleum Hub et donner de la voix sur d'autres sujets liés à l'environnement à l'avenir. Mais notre objectif immédiat est de faire arrêter ce projet qui, nous le maintenons, représente une sérieuse menace les habitants de la région et pour l'environnement.

Les habitants d'Albion ont mené, depuis une année maintenant, de multiples actions pour obtenir du gouvernement des détails sur ce projet. En savez-vous plus aujourd'hui ?

Nous constatons malheureusement que nous n'avons toujours pas été entendus et que nos demandes pour non seulement obtenir des informations sur ce projet mais également rencontrer les responsables politiques pour leur exprimer notre inquiétude sont restées lettres mortes. Même l'opposition, qui pose régulièrement des questions sur ce dossier n'obtient aucune réponse. Les autorités traitent ce dossier comme un secret d'Etat et c'est tout simplement inacceptable. Nous savons tous que la vraie raison derrière ce projet est une joute géopolitique qu'a du mal à assumer le gouvernement. «Nous voudrions justement savoir à quelles normes Ashit Gungah fait référence.»

Si aucun détail ne filtre quand aux détails de ce projet, l'Etat assure néanmoins que ce projet sera sûr. Pourquoi doutez-vous de cette affirmation ?
Ashit Gungah (*Ndlr : ministre de l'Industrie et du commerce*) a en effet affirmé à plusieurs reprises que ce projet serait réalisé en respectant les normes. Nous voudrions justement savoir à quelles normes il fait référence. Le ministre aurait-il une solution miracle qu'aucun grand pays, ayant une expertise, une technologie high-tech en matière de sécurité et de *bunkering*, ne possède pour prévenir de telles catastrophes ?
«Avec une telle affirmation du numéro 2 du gouvernement, nous ne pouvons qu'espérer que ce projet de Petroleum Hub à Albion soit définitivement abandonné, à moins que nous ne parlions pas du même soleil.» Quand on voit les fuites, les marées noires et les catastrophes qui se sont produites en France, en Grèce, aux Etats-Unis, en Chine ou encore en L'Inde qui, soit dit en passant, sont à la pointe de la technologie en matière de sécurité et de *bunkering*, l'on peut aisément comprendre que nous soyons septiques quant aux assurances données par le ministre d'autant qu'il ne donne aucun détail sur les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour éviter une éventuelle catastrophe écologique. N'oublions pas qu'il suffit d'une marée noire, rien qu'une seule, pour mettre le pays à genoux.

KEA entend proposer des alternatives grâce aux énergies renouvelables. Pensez-vous que les autorités tendront l'oreille à ces propositions ?
Nous avons bon espoir. D'ailleurs, le ministre de l'Energie, Ivan Collendavello, a récemment déclaré, lors du lancement du lancement du Forum des Energies durables, organisées par la Commission de l'océan Indien avec la collaboration de l'Union européenne que le soleil est notre avenir. Il a ajouté que l'Ile Maurice comptera en 2018-2019 11 parcs solaires, et que le Wave Energy est à l'étude, mais que «le Gouvernement devra s'assurer qu'un tel projet soit viable et qu'il ne comporte AUCUN danger pour l'environnement avant d'aller de l'avant». Avec une telle affirmation du numéro 2 du gouvernement, nous ne pouvons qu'espérer que ce projet de Petroleum Hub à Albion soit définitivement abandonné, à moins que nous ne parlions pas du même soleil.

Quoi qu'il en soit, KEA entend donc accentuer son action est maintenir la pression afin de faire stopper ce projet.

Par Guillaume Gouges

Nouveau créneau: les déchets, source potentielle de revenu



L'endroit souillé se trouve dans le secteur ouest de la prison de Beau-Bassin, sur le tronçon menant à la cité Barkly.

La présence et la dispersion de déchets dans la nature relèvent de l'incivisme. Mais est également la manifestation de l'absence d'une politique de grande envergure pour faire du traitement, du recyclage et de la valorisation de déchets, une véritable filière d'activité économique.

«Les déchets, indique un article sur le site de BSI Economics, intitulé 'Le commerce international des déchets', font l'objet d'un commerce transfrontalier qui croît de façon stable en volume, et de façon accélérée en valeur.»

Les États-Unis d'Amérique, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la France sont parmi les pays engagés dans l'exportation de déchets. La Chine est une des principales destinations des déchets importés.

Si Maurice n'est pas encore parvenu à se doter d'une filière structurée destinée au traitement et au recyclage de déchets, le sujet a non moins été examiné. Une des initiatives réalisées sur ce plan est celle entreprise récemment par la Commission de l'océan Indien (COI), avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD). Il s'agit de la conduite d'une étude de diagnostic, étalée sur la région.

Cette étude a permis d'identifier des filières potentielles de traitement recyclage-valorisation de déchets. Sont concernés les déchets métalliques, des huiles usagées, du papier ou encore du plastique. Il s'avère que la filière plastique apparaît comme ayant le potentiel d'intervention régionale le plus important. L'opportunité de conduire une initiative régionale dans ce sens fait l'objet d'une réflexion au niveau de la COI.

Par La Rédaction

La Gazette de la Grande Ile

05 Juin 2018

http://www.lagazette-madagascar.com/2018/06/05/gzdcoi-resultats-concrets-visibles-porteurs/

GZDCOI: Des résultats concrets, visibles et porteurs

« Le projet de Gestion durable des zones côtières de la Commission de l'océan Indien (GDZCOI) nous a appris à marcher ! » C'est ainsi, avec fierté et gratitude, que le maire de Sainte-Marie, petite île nichée au nord-est de Madagascar, résume l'apport du projet GDZCOI financé par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

Durant une semaine, du 5 au 8 mars, une quarantaine d'acteurs du développement durable et représentants des Etats membres de la COI, de représentants des partenaires au développement (FFEM, Agence française de développement et ministère français des Affaires étrangères), de partenaires techniques (GRET et Shoals Rodrigues) et de membres des communautés locales directement impliquées sur le terrain dans des projets de conservation ou d'activités respectueuses de l'environnement ont partagé et débattu de leurs expériences de travail, d'échanges et d'autonomisation dans le cadre du projet GDZCOI.

En capitalisant sur les réseaux et les acquis des précédents projets environnement de la COI (PRE-COI et ProGeCo sur financement européen), le projet GDZCOI a consolidé « une authentique communauté d'acteurs locaux et régionaux du développement durable ainsi que des expertises techniques au sein des Etats membres », a souligné Gina Bonne, chargée de mission « Environnement durable et changement climatique » de la COI. Le projet a promu une approche holistique de la gestion des milieux et ressources naturelles des îles de l'Indianocéanie : c'est la gestion intégrée des zones côtières (GIZC), des crêtes aux récifs.

Pour ce faire, le projet GDZCOI a mis en place un programme d'échanges régionaux entre acteurs du développement durable. Au total, ce sont 24 échanges régionaux mobilisant 117 personnes qui ont été organisés. Au programme : protection des tortues marines, suivi des récifs coralliens, sensibilisation et éducation à l'environnement, écotourisme, promotion de filières économiques respectueuses de l'environnement, gestion des mangroves et forêts ou encore gestion des déchets…. Au retour des missions d'échanges, les bénéficiaires ont partagé leurs expériences auprès des acteurs nationaux. Ce programme a permis de promouvoir les bonnes pratiques de GIZC en sensibilisant finalement plus de 300 acteurs de terrain et en favorisant l'émergence d'actions concrètes sur le terrain. C'était le cas à Maurice où, suite à une mission de représentants d'ONG et autorités

mauriciennes auprès de Kélonia, centre de recherche et de sensibilisation pour la protection des tortues marines à La Réunion, il a été décidé de créer un comité national visant la préservation de cet animal emblématique et la restauration des sites de pontes.

Des échanges internationaux ont aussi été organisés avec le Parc national de Port-Cros en France. Ces échanges, auxquels ont participé des professionnels des Seychelles et de Maurice, ont permis de confronter et améliorer les moyens et les méthodes de suivi et de gestion des aires marines…

08 Juin 2018

https://www.lemauricien.com/article/inteegration-regionale-marjaana-sall-ue-les-blocs-regionaux-ont-un-role-crucial-a-jouer/

Intégration régionale- Marjaana Sall (UE) : « Les blocs régionaux ont un rôle crucial à jouer »



Les organisations régionales telles le COMESA, la SADC, la Communauté d'Afrique de l'Est, la Commission de l'océan Indien et la Communauté Économique d'Afrique de l'Ouest, peuvent agir comme pierre angulaire de l'intégration économique du continent africain. C'est ce qu'a souligné, hier lundi 4 juin, Marjaana Sall, ambassadrice de l'Union européenne (UE) à Maurice, lors du lancement officiel d'un programme de formation de deux semaines sur les questions économiques liées à l'intégration régionale. Cette formation est destinée à des officiels des ministères des Finances de quelque 25 pays d'Afrique réunis au siège de l'Africa Training Institute, à Ebène.

Marjaana Sall est d'avis qu'il y a besoin pour des organisations sous-régionales d'agir comme des "building blocks" à l'intégration économique en Afrique. Le travail effectué par ces organisations est d'une importance capitale car ce sont ces dernières qui sont en mesure d'agir comme des "regional building blocks"» au niveau du continent africain, laisse-t-elle entendre. L'ambassadeur de l'Union européenne reconnaît que la voie à l'intégration régionale est difficile, d'où le soutien financier apporté par l'UE aux organisations économiques régionales. Se référant à l'accord de coopération signé en 2015 par l'UE avec des blocs régionaux en Afrique australe, orientale et dans l'océan Indien, Marjaana Sall a indiqué que sur une enveloppe totale de 1,3 milliard d'euros accordée par l'UE, environ 63%, soit 834 millions d'euros, ont été alloués à des projets d'intégration économique.

Marjaana Sall a au début de son intervention fait ressortir que l'UE, créée en 1957, est elle-même un modèle d'intégration régionale avec aujourd'hui 28 pays membres et comptant une population totale de 507 millions d'habitants. L'intégration régionale en Europe a donné un gros coup de pouce à la croissance sur le continent. L'intégration régionale figure également en bonne place dans l'accord de Cotonou entre l'UE et les pays

ACP. Marjaana Sall s'est félicité des efforts entrepris par le continent africain pour progresser sur la voie de l'intégration économique; Elle a fait état de l'accord de libre-échange du continent africain adopté en 2018 et qui constitue, selon elle, un « major step forward in regional economic integration ». L'UE est prête à apporter son concours dans la mise à exécution de l'accord en question.

Dans un autre ordre d'idées, l'ambassadeur de l'UE a évoqué les accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et différents partenaires régionaux, précisant que les États africains sont libres de choisir les configurations régionales sous l'APE. Pour ce qui est de l'accord de Cotonou dont la structure actuelle arrivera à expiration en 2020, les négociations entre l'UE et les ACP ont déjà démarré pour déterminer le cadre d'un accord futur. « Regional organisations will have a major role to play in the new architecture for EU-ACP partnership as from 2020 », a-t-elle ajouté.

La formation des participants des pays africains à cet atelier de l'Africa Training Institute est assurée par Burcu Hacibedel, économiste attachée à l'IMF Institute of Capacity Development, qui sera épaulée de deux autres formatrices, Gillian Nkhata, deputy director de l'ATI, et Charline Ramspacher. Par ailleurs, la directrice de l'ATI, Effie Psalida, va quitter bientôt le service pour rentrer à Washington, au siège du FMI.

L'économie océanique mauricienne: un état des lieux



La journée mondiale de la mer est célébrée, le 8 juin de chaque année, le but étant de conscientiser les habitants de notre planète sur l'importance de l'océan. L'espace marin couvrant 72% de la surface de la terre, elle joue un rôle fondamental dans le contrôle du climat mondial en échangeant de la chaleur et des gaz avec l'atmosphère grâce aux courants et aux vents qui balaient la surface de la mer. Aussi, avec la présence des végétaux marins, l'océan libère plus d'oxygène dans l'atmosphère que toutes les forêts du monde. En effet, la vie de chaque être humain est influencée par la mer, même s'il vit loin à l'intérieur des terres. Afin de sensibiliser davantage la population sur les sciences de l'océan, les Nations Unies ont, le 5 décembre dernier, proclamé la période 2021-2030 comme décennie des sciences océaniques pour le développement durable. Cette initiative vise à mobiliser la communauté scientifique, les décideurs politiques, les entreprises, et la société civile autour d'un programme commun de recherche et d'innovation technologique. Au niveau démographique et économique, il faut se rappeler que plus de 50 % de la population mondiale vit et travaille sur les côtes (et on s'attend à ce que ce chiffre s'élève à 75 % d'ici 2025); 90 % du commerce international circule par voie maritime; la mer est source de quantités considérables de minéraux, de métaux et de ressources énergétiques tels que le pétrole et le gaz. Elle fournit de l'emploi direct à plus de 140 millions de personnes dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, et encore plus dans des emplois indirects dans les secteurs tels que le tourisme, les activités navales et scientifiques entre autres.

L'océan: pilier de l'économie mauricienne?

Cette journée mondiale de la mer est une occasion pour nous de nous situer et de faire le point sur l'ambition de notre pays de faire de l'océan un pilier de l'économie. Le gouvernement actuel avait annoncé en janvier 2015, dans son programme, qu'il est déterminé à faire de l'économie océanique une

industrie importante pour soutenir la diversification économique, la création d'emplois et la création de richesses. On avait aussi annoncé la création d'un ministère pour l'océan où sont maintenant regroupés les divers départements et organismes liés à l'océan. L'annonce parlait aussi d'un cadre juridique et un organisme de réglementation unifié à être mis en place pour autoriser, superviser, surveiller et réglementer les activités économiques liées à l'océan. Nous espérons voir des mesures dans cette direction dans le prochain budget.

Par Dr. Mitrasen Bhikajee

Pour plus d''information sur cet article cliquez sur ce lien ci-dessous :

https://www.lexpress.mu/idee/332909/leconomie-oceanique-mauricienne-un-etat-lieux

http://ionnews.mu/reduire-sa-consommation-de-plastique-une-expo-dediee-080618/

[Vidéo] Réduire sa consommation de plastique : Une expo dédiée

Verres et sacs en papier, systèmes de filtration pour l'eau du robinet… Une exposition de deux jours consacrés aux options permettant de réduire le recours au plastique se tient en ce moment à la municipalité de Port-Louis. Des entreprises de recyclage y sont également jusqu'à 15h, soit la fin de l'exposition.

Celle-ci est organisée dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement, dont le thème est «Beat Plastic Pollution». Le ministre Etienne Sinatambou espère, à travers cet événement, non seulement sensibiliser les enfants mais aussi les adultes.



YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=lCjbvwXZ1PU